

Le Monde

Papillomavirus : seuls 10 % des collégiens de 5^e ont été vaccinés pour le moment

Promise au début de 2023 par le président, Emmanuel Macron, cette campagne de vaccination contre les papillomavirus humains a été lancée, au début d'octobre, dans tous les collèges publics et les établissements privés volontaires.

Le Monde avec AFP

Publié aujourd'hui à 13h22

Seuls 10 % des élèves de cinquième ont reçu une première dose de vaccin contre le papillomavirus, selon les premiers chiffres provisoires du ministère de la santé, qui attend le bilan définitif de sa première campagne dans les collèges pour décider d'éventuelles adaptations l'an prochain.

« Selon des remontées parcellaires des agences régionales de santé, au moins 92 262 élèves ont été vaccinés dans les collèges au 23 décembre 2023 », a déclaré la direction générale de la santé à l'Agence France-Presse. « A ce stade de la campagne de vaccination HPV au collège, les chiffres montrent un taux de vaccination des élèves de 5^e autour de 10 % », précise-t-elle.

Promise au début de 2023 par M. Macron, cette campagne de vaccination contre les papillomavirus humains (HPV), à l'origine de nombreux cancers – col de l'utérus, vulve, vagin, ORL, anus – a été lancée, [au début d'octobre](#), dans tous les collèges publics, et les établissements privés volontaires.

Une vaccination loin des attentes

Grâce à la campagne d'information et de communication déployée, depuis septembre, par l'Institut national du cancer (INCA), « il est possible que l'opération de vaccination proposée au collège se traduise par une augmentation des vaccinations » par les médecins en cabinet, a jugé la direction générale de la santé.

Interrogé en novembre par l'AFP, Aurélien Rousseau, alors ministre de la santé, avait reconnu que l'objectif initial du gouvernement ne serait sans doute pas atteint, tout en espérant que 150 000 élèves de cinquième puissent être vaccinés cette année. « C'est un début, il faudra de la ténacité », avait-il réagi, évoquant une hétérogénéité entre les régions et les familles et une nécessité d'« adapter les outils ».

Au début de janvier, des responsables de la Société française de colposcopie et de pathologie cervico-vaginale (SFCPCV) ont jugé que cette vaccination était loin des attentes, avec un premier aperçu « *décevant* ». Pour la SFCPCV, la campagne a pâti, entre autres, d'une organisation administrative « *un peu lourde et compliquée* ».

« *Les collègues recevaient des grosses enveloppes à distribuer aux parents avec un courrier d'information, un prospectus (...) et la feuille d'autorisation à signer par les deux parents. Et le jour de la vaccination, il faut aussi le carnet de santé* », a rappelé Geoffroy Canlorbe, secrétaire général de la SFCPCV et praticien à l'AP-HP.

« *Le principal échec est lié au manque de communication directe et efficace envers les parents* », estime, auprès de l'AFP, Julia Maruani, vice-présidente de la SFCPCV et gynécologue à Marseille.

La campagne a aussi pu être affectée par [le décès d'un collégien près de Nantes](#), victime d'une chute après un malaise postvaccinal. Le secrétariat général de l'enseignement catholique avait recommandé à la fin d'octobre de la « *suspendre* » dans les collèges catholiques sous contrat par « *précaution* ».

L'enquête administrative ouverte après la mort du collégien n'a pas relevé de « *dysfonctionnement sur l'organisation de la campagne de vaccination* », selon l'agence régionale de santé. A la mi-novembre, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) a préconisé que, dans le quart d'heure suivant l'injection, les adolescents restent allongés ou assis par terre, adossés à un mur.

Une estimation plus précise du nombre total d'élèves vaccinés pour la première dose sera réalisée au premier trimestre 2024, et le bilan complet de cette première année de campagne – c'est-à-dire le nombre d'élèves vaccinés ayant reçu deux doses de vaccin – ne sera connu qu'à la fin de l'année scolaire.

Sur la base des enseignements tirés de ce bilan, « *les autorités procéderont aux adaptations éventuelles* » l'année prochaine, a assuré le ministère de la santé. Que cette vaccination ait lieu au collège ou en ville, l'objectif de couverture vaccinale est de 80 % à l'horizon 2030, tel que fixé par la stratégie décennale de lutte contre les cancers 2021-2030, a-t-il réaffirmé à l'AFP.

Le Monde avec AFP